

Contributions citoyennes à l'instruction d'une capacité territoriale de mobilité soutenable dans le Sud luxembourgeois

Capitalisation institutionnelle des débats après les scènes

Forum Experts-Citoyens, Sanem, 18 juin 2026
Äerdschëff asbl | Commune de Sanem

Objet du document

Ce document capitalise les contributions exprimées après les trois scènes lors du deuxième Forum Experts-Citoyens organisé à Sanem, le 18 juin 2026. Ce forum constitue le troisième forum d'une démarche engagée en janvier 2025 et le deuxième organisé à Sanem. L'analyse croise la transcription automatique partielle et la prise de notes du secrétaire de séance, qui couvre les trois séquences et précise plusieurs attributions. Le document analyse ce que les contributions révèlent de la capacité territoriale de mobilité soutenable, distingue les apports des citoyens et usagers, des experts et praticiens, ainsi que les logiques de décision publique. Le contenu joué et les reformulations de facilitation sont exclus de l'analyse principale. L'annexe rassemblent des formulations représentatives.

Formulation de synthèse

Le principal apport du forum n'est pas le choix d'un véhicule. Il est l'identification de cinq capacités à instruire : comprendre les besoins, expérimenter, maintenir, coopérer et décider.

Sous-produit	Finalité
Contributions citoyennes et expertes	Identifier les besoins, critères, arbitrages, postures et preuves nécessaires à l'instruction territoriale.
Analyse du théâtre-forum	Évaluer la capacité du dispositif à ouvrir les controverses, produire des apports nouveaux et générer une matière institutionnelle fiable.



Inscription dans un processus d'instruction en plusieurs étapes

Le Forum du 18 juin 2026 n'est ni un événement isolé ni le point de départ de la réflexion. Il constitue le troisième Forum Experts-Citoyens de la démarche engagée en janvier 2025 et le deuxième organisé à Sanem.

Période	Étape	Fonction dans le processus
Janvier 2025	Forum Experts-Citoyens « Roulez léger » en ligne	Ouvrir la réflexion sur la mobilité individuelle soutenable, les freins d'usage, les infrastructures, le partage et les alternatives sobres et réparables.
17 décembre 2025	Premier Forum Experts-Citoyens à Sanem	Explorer l'opportunité d'un centre intercommunal dédié aux VLI et les fonctions possibles : expérimentation, réparation, formation, leasing social et recherche citoyenne.
18 juin 2026	Deuxième Forum Experts-Citoyens à Sanem	Identifier les capacités territoriales, les critères de décision, les preuves nécessaires et les contributions des citoyens et experts.
Juillet à décembre 2026	Réunions de travail avec citoyens et experts	Approfondir les questions abordées depuis janvier 2025 : cas d'usage, maintenance, accès social, gouvernance, responsabilités et coopérations intercommunales ou transfrontalières.
Décembre 2026	Troisième Forum Experts-Citoyens à Sanem prévu (quatrième forum de la démarche)	Restituer les enseignements intermédiaires, mettre en débat les scénarios de travail et orienter la suite de l'instruction territoriale.

Logique d'ensemble

Le forum « Roulez léger » a ouvert le champ de la mobilité soutenable. Les forums de Sanem l'ont ensuite territorialisé : d'abord en explorant l'opportunité d'une fonction Centre VLI, puis en identifiant les capacités et les preuves nécessaires pour décider. Les réunions intermédiaires doivent approfondir ces questions avant une nouvelle restitution publique en décembre 2026.

Résumé exécutif

Les prises de parole ne se répartissent pas entre partisans et adversaires des véhicules légers intermédiaires. Elles forment un espace de discernement où plusieurs critères sont mis en relation : utilité publique, faisabilité, justice sociale, coût de cycle de vie, efficacité climatique, apprentissage local et coopération européenne.

Capacité à instruire	Apport des contributions	Ce qui manque encore	Suite proportionnée
Comprendre les besoins	Partir des problèmes, des trajets, des publics et des contraintes avant de choisir le véhicule.	Hiérarchisation des besoins, situation de référence et demande réelle.	Sélectionner deux à quatre cas d'usage et documenter les besoins.
Expérimenter	La commune peut être terrain d'essai, d'exemplarité ou de service ciblé.	Mandat, responsabilités, durée, publics et critères de réussite.	Organiser des pilotes limités, comparables et réversibles.
Maintenir	Pièces, diagnostic, réparation, formation, service après-vente et prévention des déchets conditionnent la confiance et la durée de vie.	Coût complet, stock critique, référents, réparabilité et délais de support.	Mettre en place un plan de maintenance et de circularité dès le premier test.
Coopérer	L'expertise externe est reconnue, sous condition de transfert, de documentation, de marge locale et d'une articulation public-privé explicite.	Partenaires engagés, droits contractuels, débouchés économiques et fonctions mutualisables.	Tester un achat apprenant, une coopération par fonctions et des modèles économiques circulaires.
Décider	L'arbitrage doit relier mandat public, impact climatique, sobriété matérielle, valeur territoriale et soutenabilité financière.	Seuils de poursuite, gouvernance, modèle économique et ambition de circularité.	Construire une matrice de décision avant toute montée en charge.



Les cinq capacités en chaîne d'apprentissage

1	2	3	4	5
Comprendre les besoins	Expérimenter	Maintenir	Coopérer	Décider

La progression est itérative : les résultats des tests peuvent conduire à reformuler les besoins, les partenariats ou les critères de décision.

Capacité transversale. La traduction entre réalités citoyenne, politique, économique, technique et financière conditionne l'ensemble de la chaîne. Elle permet de transformer une intuition en besoin, critères, responsabilités, budget et conséquences compréhensibles, sans effacer les désaccords.

Résultat principal

Le forum déplace la question « quel véhicule choisir ? » vers « quelles capacités le territoire veut-il construire, pour quels usages et à partir de quelles preuves ? »

Portée institutionnelle

Ce document constitue une contribution intermédiaire et structurée à l'instruction d'une feuille de route. Il ne vaut ni décision politique, ni engagement financier, ni feuille de route adoptée. Trois forums ont été réalisés à ce jour, dont deux à Sanem. La démarche se poursuit par une phase de travail entre citoyens, experts, praticiens, communes et partenaires, puis par un quatrième forum de la démarche, troisième organisé à Sanem, prévu en décembre 2026.

1. Périmètre, méthode et statut des enseignements

1.1 Ce qui est inclus et ce qui est exclu

Statut	Contenu
Inclus	Questions, objections, exemples, propositions et arguments exprimés depuis la salle après les scènes.
Inclus	Postures et critères de décision rendus visibles par les prises de parole.
Exclu	Dialogues des comédiens, arguments préparés dans les fiches de personnages et éléments destinés à provoquer le débat.
Exclu	Reformulations de facilitation, sauf lorsqu'elles sont indispensables à la compréhension d'une contribution.
Exclu	Caractéristiques promotionnelles d'un véhicule ou d'une marque lorsqu'elles ne sont pas transformées en question par les participants.

1.2 Statuts utilisés dans la capitalisation

Statut	Définition
Contribution observée	Idée, objection, exemple ou critère explicitement formulé après une scène.
Posture	Façon d'entrer dans le débat : prudence budgétaire, défense de l'inclusion, attention au cycle de vie, etc.
Proposition individuelle	Piste formulée par une personne, pertinente à instruire mais non assimilable à une priorité collective.
Convergence	Idée reprise par plusieurs interventions ou confirmée par des arguments différents.
Tension non tranchée	Arbitrage pour lequel plusieurs positions légitimes demeurent en présence.
Signal territorial	Interprétation prudente de ce que les échanges suggèrent sur les capacités ou attentes du territoire.

1.3 Prudence sur les catégories d'acteurs

La transcription et la prise de notes du secrétaire de séance permettent d'identifier plusieurs experts et praticiens, mais pas chaque prise de parole avec le même degré de certitude. Le document distingue donc les apports selon la nature du savoir mobilisé plutôt que selon une attribution systématique. Les deux sources ne convergent pas totalement sur l'attribution précise de l'intervention ironique favorable à la voiture. Le présent document retient son statut d'avocat du diable et n'en fait pas une position personnelle ou institutionnelle. Toute attribution publique doit être vérifiée à partir de l'enregistrement complet.

1.4 Ce que le document peut conclure

La matière permet d'identifier des critères de décision, des propositions, des tensions et des besoins de preuve. Elle ne constitue ni un vote, ni un mandat politique, ni une enquête représentative de la population du Sud luxembourgeois. Elle ne permet pas non plus d'évaluer les échanges absents de la transcription.

2. Ce que le forum révèle du territoire

Les éléments ci-dessous sont des signaux à vérifier, pas des propriétés établies du territoire. Ils indiquent toutefois comment les personnes présentes ont spontanément cadré la question de la mobilité soutenable.

Signal observé	Lecture stratégique	Limite à garder visible
Le besoin avant l'objet	La légitimité du projet dépend d'un problème public et d'un public clairement identifiés.	Les besoins n'ont pas été hiérarchisés collectivement.
L'expérimentation avant l'investissement	Le territoire semble plus disposé à tester et apprendre qu'à engager immédiatement une structure lourde.	La taille, la durée et les responsables des tests restent à définir.
La maintenance comme premier seuil local	Réparer, former, stocker et documenter apparaissent plus crédibles à court terme qu'une fabrication complète.	Les compétences et coûts réels ne sont pas encore cartographiés.
Le partenariat plutôt que l'autarcie	L'expertise extérieure est acceptée lorsqu'elle produit aussi de l'apprentissage et une marge d'action locale.	Le contenu réel d'un transfert de compétences doit être contractualisé.
Le service plutôt que la démonstration seule	Les contributions recherchent une utilité pour les communes, les personnes éloignées de la mobilité.	Aucun cas d'usage n'a reçu de priorité collective.
Le réflexe Grande Région	La coopération transfrontalière est envisagée pour atteindre une masse critique ou mutualiser certaines fonctions.	La pertinence doit être démontrée fonction par fonction.
La traduction entre mondes	Les réalités citoyenne, politique, économique, technique et financière doivent être rendues comparables pour permettre un arbitrage explicite.	Un langage commun ne supprime ni les conflits d'intérêts ni la nécessité de décider.
La circularité au-delà du recyclage	Les contributions relient sobriété, prévention des déchets, réparabilité, obsolescence, ressources finies, débouchés économiques et soutien public.	Aucun niveau d'ambition, modèle économique ou répartition public-privé n'a encore été arrêté.

2.1 De l'objet technique à la capacité territoriale

Le déplacement le plus net concerne l'unité de réflexion. Les échanges ne traitent plus seulement de l'acquisition d'un véhicule. Ils interrogent la capacité du territoire à comprendre les usages, garantir la disponibilité, former, adapter, coopérer et arbitrer. Le véhicule devient un support d'enquête sur les dépendances et les responsabilités.

« Ils ne parlent pas tous la même langue. Il faut déjà aligner les attentes. »

2.2 Un territoire qui cherche des preuves

Les contributions prudentes ne rejettent pas l'innovation. Elles demandent de relier l'ambition à des situations réelles, à un budget, à des responsabilités et à un horizon de décision. Cette posture donne au Mobility Lab une fonction d'apprentissage et de réduction de l'incertitude, plutôt qu'une fonction de validation promotionnelle.

2.3 Une autonomie graduée

L'autonomie territoriale n'est pas assimilée à la fabrication intégrale. Elle peut commencer par l'accès aux pièces, la maintenance, la formation, la documentation, l'adaptation de modules et la capacité de négocier avec un fournisseur. Cette lecture graduée ouvre une trajectoire plus crédible que l'opposition entre importation et production complète.

2.4 Une échelle encore ouverte

La commune apparaît comme le niveau du test concret. L'intercommunalité pourrait porter certaines fonctions partagées. La Grande Région est évoquée pour les compétences spécialisées, la circularité, la formation ou une masse critique industrielle. Le forum ne tranche pas entre ces niveaux. Il invite à affecter chaque fonction à l'échelle où elle devient utile et soutenable.

2.5 Une capacité transversale : traduire entre mondes

La prise de notes du secrétaire montre que Patrick Van Egmond (LuxMobility) ouvre la première discussion en distinguant trois réalités confrontées : politique, citoyenne et économique. Anthony Auert (Luxinnovation) reformule ensuite le problème comme un écart de langage et d'attentes entre acteurs. Cette traduction n'est pas une sixième étape séparée. Elle est la condition de chacune des cinq capacités : rendre un besoin intelligible, convertir une objection en critère, traduire une contrainte technique en conséquence publique et expliciter qui finance, qui agit et qui assume le risque.

2.6 La circularité comme logique de cycle de vie

La troisième séquence élargit fortement la notion d'économie circulaire. Les interventions ne la réduisent pas au recyclage : elles évoquent la sobriété, la prévention des déchets, la réparation, l'obsolescence programmée, la valorisation de ressources locales, le rôle des entreprises privées, les débouchés économiques et l'appui des autorités publiques. Cette matière invite à évaluer une solution sur l'ensemble de son cycle de vie : besoin réel, conception, quantité de matière, usage, entretien, réparation, réemploi, fin de vie et viabilité du modèle économique.

3. Apports spécifiques des citoyens, experts et logiques de décision publique

Les catégories ci-dessous décrivent des types d'apports. Elles ne prétendent pas attribuer chaque phrase à une identité certaine. Leur intérêt est de montrer que la décision territoriale mobilise des connaissances différentes et complémentaires.

3.1 Apports relevant des citoyens, usagers et acteurs associatifs

Apport	Connaissance produite	Conséquence pour l'instruction
Utilité quotidienne	La valeur d'un VLI dépend de la possibilité d'aller faire des courses, accéder à une administration ou assurer un déplacement de proximité.	Décrire les situations concrètes avant de choisir les configurations.
Accessibilité et inclusion	Les personnes âgées, en situation de handicap ou sans voiture peuvent rencontrer des besoins différents de ceux des navetteurs.	Tester des publics et services distincts, sans généraliser une seule solution.
Légitimité communale	La mise à disposition de véhicules n'est pas perçue comme un devoir évident de la commune.	Relier chaque action à une mission publique, un public et une responsabilité.
Acceptabilité sociale	Les objections sur confort, pluie, stationnement et habitudes automobiles doivent être prises au sérieux.	Tester au-delà des publics déjà convaincus et documenter les freins.
Proposition de mobilité solidaire	Un service léger accompagné peut articuler mobilité, proximité et insertion professionnelle.	Traiter cette piste comme une hypothèse individuelle nécessitant un pilote juridique et opérationnel.
Sobriété matérielle et prévention	Des prises de parole insistent sur le fait d'acheter moins, de conserver, donner, réparer et éviter la création de déchets avant même de parler de recyclage.	Intégrer la réduction du besoin, la durabilité, l'accessibilité économique et les pratiques quotidiennes dans l'évaluation des scénarios.

3.2 Apports relevant des experts et praticiens

Apport	Connaissance produite	Conséquence pour l'instruction
Diagnostic avant solution - Patrick Van Egmond, LuxMobility	L'expérience de la mobilité invite à comprendre l'origine des flux, les infrastructures et les comportements avant d'introduire un véhicule.	Construire une situation de référence et des hypothèses de substitution.
Coût de cycle de vie - Fadi Fikani, CFL	Le prix d'achat ne couvre ni les pièces, ni l'immobilisation, ni le temps de formation, ni le service après-vente.	Comparer les scénarios sur le coût complet et le taux de disponibilité.
Réparabilité	Un modèle où une petite panne impose le remplacement d'un ensemble crée une dépendance et un gaspillage.	Négocier pièces, diagnostic, documentation et droit de réparation.
Partenariat de transfert - Massimo Russo, Voltup	L'expertise déjà mature à l'étranger peut devenir une ressource d'apprentissage local.	Chiffrer formation, support, documentation et droits d'adaptation dans le contrat.
Efficacité climatique - Jean Lasar, Survcoin	Le contenu local ne doit pas être poursuivi indépendamment des gains réels de décarbonation.	Comparer impacts, durée de vie et trajets effectivement substitués.
Personnalisation locale - Anthony Auert, Luxinnovation	Une base standardisée peut être complétée par des modules adaptés aux besoins territoriaux.	Tester une division du travail compatible avec la sécurité et la garantie.
Valeur territoriale - Matthieu Degrave, Myways	Salaires, cotisations, achats et activité locale modifient la lecture du prix public.	Ajouter une analyse de valeur locale au coût de cycle de vie.
Coopération Grande Région - Frédéric Liégeois, Infogreen	Certaines fonctions pourraient atteindre une masse critique à l'échelle transfrontalière.	Identifier les fonctions mutualisables, les distances et les barrières administratives.
Conditions économiques de la circularité - Frédéric Liégeois, Infogreen	Une boucle circulaire devient durable lorsqu'elle répond aussi à des impératifs économiques : accès à la matière, rachat, débouchés, sécurisation des approvisionnements et anticipation des risques.	Tester le modèle économique, les flux de matière, les clients, les incitations et l'appui public nécessaires à la viabilité.

Apport	Connaissance produite	Conséquence pour l'instruction
Infrastructures de valorisation - Matthieu Degrave, Myways	Les entreprises progressent dans la récupération et le recyclage, mais les lieux de revalorisation, la réparabilité et les solutions durables restent insuffisants.	Cartographier les ateliers, plateformes, flux de matières et capacités de réparation disponibles sur le territoire.

3.3 Apports relevant de la décision publique

Apport	Question de décision	Exigence correspondante
Prudence budgétaire	Quelle proportion entre ambition, ressources disponibles et risque assumé ?	Phasage, budget complet, responsable et possibilité d'arrêt.
Mandat communal	Quelle mission justifie l'intervention publique ?	Public cible, service attendu, compétence juridique et articulation avec l'existant.
Responsabilité devant les contribuables	L'investissement tient-il dans cinq ou dix ans ?	Durée de vie, valeur résiduelle, maintenance, obsolescence et scénario de sortie.
Choix d'échelle	La commune doit-elle porter seule, mutualiser ou coopérer au-delà des frontières ?	Comparer gouvernance, coût de coordination, proximité du service et légitimité politique.
Arbitrage multicritère	Comment équilibrer climat, justice sociale, valeur locale, coût et résilience ?	Matrice transparente et critères de passage décidés avant la montée en charge.
Articulation public-privé	Quelle répartition entre initiative privée, investissement public, prise de risque et création de débouchés ?	Gouvernance explicite, partage des risques, règles de transparence et rôle défini pour chaque acteur.
Cadre public de la circularité	Comment limiter l'obsolescence, soutenir la réparation et rendre les solutions circulaires économiquement accessibles ?	Réglementation, commande publique, normes de réparabilité, incitations et soutien aux infrastructures de valorisation.

Complémentarité des apports

Les citoyens et usagers rendent visibles les besoins, les obstacles et les conditions d'acceptabilité. Les experts et praticiens précisent les conséquences techniques, économiques et organisationnelles. Les acteurs publics doivent transformer ces apports en mandat, responsabilités, critères et décisions réversibles.

4. Les cinq capacités territoriales révélées par les contributions

Les contributions peuvent être relues comme l'expression de cinq capacités interdépendantes. Chacune correspond à un ensemble de savoir-faire à construire et à des preuves à produire avant toute décision lourde.

4.1 Comprendre les besoins

Contributions observées	Ce qu'elles révèlent	Preuves encore nécessaires
Partir du problème local, distinguer les publics, interroger les trajets, vérifier que le produit répond à un besoin réel, ouvrir la piste de mobilité solidaire et traiter les objections sociales.	Le territoire a besoin d'une capacité de diagnostic, d'enquête et de sobriété, pas seulement d'une offre de véhicules.	Données de trajets, entretiens, cartographie des services existants, potentiel d'évitement, situation avant-après et sélection politique des cas d'usage.

4.2 Expérimenter

Contributions observées	Ce qu'elles révèlent	Preuves encore nécessaires
Commune comme espace d'essai, usage interne, démonstration publique, innovation prudente et refus d'un déploiement sans demande démontrée.	L'expérimentation doit être limitée, comparable, accompagnée et liée à une décision future.	Mandat, responsable, durée, règles d'usage, critères de réussite, référence actuelle et procédure d'arrêt.

4.3 Maintenir

Contributions observées	Ce qu'elles révèlent	Preuves encore nécessaires
Coût de cycle de vie, pièces, immobilisation, diagnostic local, réparation, formation, service après-vente, prévention des déchets et personnalisation.	La maintenance et la réparabilité sont le premier seuil de crédibilité et peuvent constituer la première capacité circulaire locale.	Plan de maintenance, stock critique, compétences, temps d'arrêt, coût horaire, support fournisseur, garantie, réparabilité et procédure de retrait.

4.4 Coopérer

Contributions observées	Ce qu'elles révèlent	Preuves encore nécessaires
Partenariat de transfert, expertise existante à l'étranger, base fiable, adaptations locales, articulation public-privé, chaînes de valeur circulaires et piste Grande Région.	La souveraineté recherchée est ouverte : elle porte sur les capacités, les droits, les partenariats et les débouchés, non sur l'autarcie.	Partenaires engagés, fonctions mutualisables, clauses contractuelles, modèle économique, gouvernance, distances de service et compatibilité réglementaire.

4.5 Décider

Contributions observées	Ce qu'elles révèlent	Preuves encore nécessaires
Budget, mandat communal, argent public, effet climatique, sobriété matérielle, valeur territoriale, circularité, responsabilité et horizon de cinq à dix ans.	La décision doit être multicritère, transparente, réversible et liée à des seuils de poursuite ainsi qu'à une ambition explicite de circularité.	Coût complet, impact, accès social, disponibilité, déchets évités, durée de vie, gouvernance, engagement des partenaires et critères de poursuite, recentrage ou arrêt.

Interdépendance

On ne peut pas expérimenter sans comprendre les besoins, maintenir sans coopérer avec des fournisseurs, ni décider sans données issues des tests. Le Mobility Lab peut être lu comme le dispositif qui relie ces cinq capacités.

4.6 Deux fils transversaux

Traduire entre mondes. Les savoirs d'usage, les contraintes techniques, l'économie, les responsabilités politiques et les conditions financières doivent être rendus mutuellement intelligibles.

Penser circulaire sur tout le cycle de vie. La circularité commence par le besoin et la sobriété, puis concerne la conception, la matière, l'usage, l'entretien, la réparation, le réemploi, la fin de vie et les conditions économiques qui rendent ces pratiques durables.

5. Postures et critères de décision introduits dans le débat

Les postures ne sont pas des étiquettes personnelles. Une même personne peut en mobiliser plusieurs. Elles permettent d'identifier les critères que la future décision devra rendre compatibles.

Posture	Question portée	Critère introduit
Traducteur entre mondes	Comment rendre le projet compréhensible entre politique, technique, financement et usage ?	Langage commun et attentes explicites.
Gardien du mandat public	Pourquoi la commune devrait-elle agir ?	Mission, proportionnalité, responsabilité.
Avocat du diable	Le projet résiste-t-il aux objections ordinaires ?	Acceptabilité et robustesse argumentative.
Praticien orienté problème	Quel problème local cherche-t-on à résoudre ?	Diagnostic et situation de référence.
Défenseur de l'inclusion	Quels publics restent sans solution ?	Accès social et utilité quotidienne.
Pragmatique économique	Où l'expertise existe-t-elle déjà et à quel coût ?	Maturité, rapidité, risque technique.
Responsable du cycle de vie	Qui entretient, répare et finance les immobilisations ?	Disponibilité, réparabilité, coût complet.
Défenseur de l'efficacité climatique	Quel scénario réduit réellement les impacts ?	Substitution, matière, durée de vie, émissions.
Intégrateur territorial	Que standardiser et que personnaliser localement ?	Modularité, garantie, adaptation.
Stratège transfrontalier	À quelle échelle les fonctions deviennent-elles viables ?	Masse critique, mutualisation, gouvernance.
Défenseur de la sobriété matérielle	Comment éviter de produire, acheter et jeter ce qui n'est pas nécessaire ?	Besoin réel, prévention, durabilité, réparabilité.
Entrepreneur de la circularité	À quelles conditions une boucle de réparation, réemploi ou recyclage devient-elle économiquement viable ?	Débouchés, flux de matière, incitations, modèle économique.
Architecte public-privé	Comment répartir initiative, risque, financement, régulation et exploitation ?	Gouvernance, transparence, responsabilité, soutien public.

Lecture politique

Le débat ne fait pas apparaître un camp pour et un camp contre les VLI. Il produit une architecture de critères : utilité, justice sociale, coût, climat, apprentissage, autonomie, coopération et responsabilité publique.

6. Matrice d'instruction proposée

Cette matrice traduit les contributions en hypothèses vérifiables. Les porteurs mentionnés sont des possibilités à confirmer. Aucun rôle n'est attribué par le forum lui-même.

Capacité	Hypothèse à vérifier	Données ou expérience	Porteur potentiel à confirmer
Comprendre	Deux à quatre cas d'usage présentent une utilité suffisante pour justifier un test.	Entretiens, données de trajets, cartographie des services et critères d'utilité.	Äerdschëff avec communes et acteurs concernés.
Expérimenter	Certains trajets communaux peuvent être assurés sans perte de qualité de service.	Pilote avec situation de référence, météo, charge, temps, incidents et acceptation.	Service communal volontaire et coordination du Mobility Lab.
Comprendre / expérimenter	Un service léger peut répondre à un besoin de mobilité solidaire non couvert.	Cartographie de l'existant, pilote limité, accompagnement, coût, sécurité et continuité.	Commune, association ou opérateur social volontaire.
Maintenir	Un référent local, un stock minimal et une documentation réduisent les immobilisations.	Journal de maintenance, disponibilité, pièces critiques, coûts et délais.	Partenaire technique local avec fournisseur.
Maintenir / coopérer	Des modules locaux améliorent l'usage sans fragiliser la sécurité ni la garantie.	Prototypes limités, validation, utilité, coût, réparabilité et retour usager.	Designer, atelier et fournisseur à définir.
Coopérer	Un contrat apprenant crée des compétences et des droits mesurables sur le territoire.	Heures de formation, documentation, accès aux pièces, support et droits de modification.	Acheteur public ou associatif avec fournisseur.
Coopérer	Certaines fonctions sont plus efficaces à l'échelle intercommunale ou transfrontalière.	Comparaison de coûts, distances, délais, besoins convergents et gouvernance.	PRO-SUD, communes volontaires et partenaires ZFT.
Décider	Une gouvernance et un modèle économique soutenables peuvent être définis à partir des tests.	Propriété, assurance, maintenance, coordination, coût complet, accès social et engagement.	Comité de pilotage politique et opérationnel.

Capacité	Hypothèse à vérifier	Données ou expérience	Porteur potentiel à confirmer
Maintenir / décider	Une conception sobre, durable et réparable réduit les déchets, les immobilisations et le coût total.	Durée de vie, réparations réussies, disponibilité des pièces, déchets évités, réemploi, coût et impact matière.	Fournisseur, partenaire technique, atelier et acheteur à définir.
Coopérer / décider	Un modèle public-privé peut soutenir la circularité si les rôles, les risques et les débouchés sont explicites.	Investissements, recettes, soutien public, engagements privés, gouvernance, clauses de sortie et valeur territoriale.	Communes, PRO-SUD, opérateurs et entreprises volontaires.

6.1 Critères de passage

Capacité	Critère permettant de poursuivre ou de recentrer
Comprendre	Les cas d'usage sont définis, les publics identifiés et la situation de référence documentée.
Expérimenter	Les usages sont réguliers, les responsabilités maîtrisées et une substitution ou utilité concrète apparaît.
Maintenir	La disponibilité, la réparabilité, les délais, la durée de vie et le coût de maintenance sont compatibles avec le service attendu.
Coopérer	Les partenaires assument des fonctions précises, les dépendances sont contractualisées et les débouchés économiques sont plausibles.
Décider	Le mandat, le coût, l'impact, l'ambition de circularité, la gouvernance et les critères d'arrêt sont explicites.

7. Ce que le forum n'a pas décidé

La crédibilité de la suite dépend autant de la visibilité des incertitudes que de la qualité des propositions. Les points suivants restent ouverts.

Question ouverte	Pourquoi elle reste ouverte	Preuve ou décision nécessaire
Quel problème public traiter en premier ?	Plusieurs besoins sont cités sans hiérarchisation collective.	Diagnostic et sélection politique de cas d'usage.
Quels publics servir ?	Agents, habitants, entreprises, associations et publics fragiles ont des contraintes différentes.	Profils d'usage, critères d'accès et accompagnement.
Quels trajets seront réellement substitués ?	L'intérêt pour un VLI ne prouve pas qu'il remplace une voiture ou un utilitaire.	Carnets d'usage et comparaison avant-après.
Quel modèle économique ?	Le prix d'achat ne couvre pas l'exploitation, l'assurance, la coordination et la maintenance.	Coût complet, scénarios de location ou leasing et sources de financement.
Quelle gouvernance ?	Propriété, responsabilité et décision ne sont pas attribuées.	Mandat, conventions et répartition écrite des rôles.
Quel niveau de capacité locale ?	Maintenance, adaptation, assemblage et production n'ont pas les mêmes exigences.	Cartographie des compétences, volumes, coûts et risques.
Quelle échelle de mutualisation ?	La Grande Région est une hypothèse, non une conclusion.	Partenaires, distances, barrières administratives et gains mesurables.
Quel cadre de sécurité et de garantie ?	Les adaptations peuvent modifier les responsabilités.	Analyse fournisseur, assurance, validation technique et protocole de modification.
Quelle représentativité politique ?	Le forum produit des critères, mais pas un mandat de la population.	Délibération politique, enquêtes complémentaires ou validation ciblée.
Quelle ambition de sobriété et de circularité ?	Le débat couvre prévention, réparation, recyclage, obsolescence et ressources finies, sans objectif partagé ni indicateur arrêté.	Critères de besoin, durée de vie, réparabilité, matière recyclée, déchets évités et coût d'accès.
Quel modèle public-privé ?	Les entreprises privées sont considérées comme nécessaires, mais leur rôle, les risques et l'appui public restent discutés.	Scénarios de gouvernance, modèle économique, commande publique, répartition des risques et garanties d'intérêt général.

Décision proportionnée

La matière disponible peut justifier l'ouverture d'une phase exploratoire limitée. Elle ne suffit pas à décider immédiatement un parc important, une structure permanente ou une stratégie industrielle.

8. Conclusion et proposition de suite

Le principal résultat du forum n'est pas une préférence pour un véhicule, une marque ou une filière. Il est l'identification de capacités territoriales nécessaires pour rendre une mobilité légère crédible : comprendre les besoins, expérimenter, maintenir, coopérer et décider. La prise de notes du secrétaire confirme aussi deux fils transversaux : traduire entre les mondes citoyen, politique, économique et technique, et penser la circularité sur l'ensemble du cycle de vie.

Les citoyens et usagers ont surtout enrichi la lecture des besoins, de l'utilité sociale, de l'acceptabilité, de la sobriété matérielle et du mandat communal. Les experts et praticiens ont précisé les conséquences sur la maintenance, le coût de cycle de vie, les contrats, l'efficacité climatique, l'intégration industrielle, les modèles économiques circulaires et l'échelle de coopération. Les logiques de décision publique ont rappelé la nécessité de phaser, justifier, réglementer, répartir les responsabilités et rendre réversible l'investissement.

Le Mobility Lab peut être conçu comme le dispositif d'apprentissage qui relie ces apports. Sa valeur ne résiderait pas dans le nombre de véhicules déployés, mais dans sa capacité à produire les preuves nécessaires pour poursuivre, recentrer ou arrêter. Une fonction Centre VLI ne deviendrait pertinente qu'ensuite, pour mutualiser les capacités dont l'utilité aura été démontrée, y compris la maintenance, la réparation, la valorisation de ressources et les coopérations public-privé utiles.

8.1 Continuité du processus jusqu'en décembre 2026

De juillet à décembre 2026, des réunions de travail associant citoyens, experts, praticiens, communes et partenaires doivent approfondir les questions ouvertes par le forum « Roulez léger » et précisées lors des deux forums organisés à Sanem. Un quatrième Forum Experts-Citoyens de la démarche, troisième organisé à Sanem, est prévu en décembre 2026 pour restituer les enseignements de cette phase, mettre en débat les scénarios intermédiaires et orienter la suite de l'instruction.

Étape proportionnée	Résultat attendu
1. Cadrer	Choisir quelques cas d'usage, publics, partenaires et critères de réussite.
2. Tester	Documenter usages, substitution, incidents, acceptabilité et coûts.
3. Maintenir	Former les référents, organiser les pièces et mesurer la disponibilité.
4. Comparer	Évaluer les scénarios de contrat, adaptation, mutualisation et gouvernance.
5. Décider	Poursuivre, recentrer ou arrêter sur la base de critères annoncés à l'avance.



Formulation courte

Décider d'abord ce que le territoire veut savoir faire, pour quels usages, avec quelles responsabilités et à partir de quelles preuves.

Annexe 1. Verbatims représentatifs des échanges

Les formulations ci-dessous sont courtes et légèrement normalisées pour la lisibilité à partir de la transcription automatique et de la prise de notes du secrétaire de séance. Elles illustrent l'émergence des critères de décision, mais ne constituent pas un verbatim certifié ni une attribution institutionnelle exhaustive.

Précaution de lecture

Les citations doivent être utilisées comme traces qualitatives du débat. Toute réutilisation publique attribuée à une personne ou à une institution doit être vérifiée à partir de l'enregistrement complet.

Verbatim représentatif	Apport éclairé
« Trois réalités se confrontent : politique, citoyenne et économique. Il faut une traduction entre elles. »	Traduction entre mondes et critères de décision.
« Qu'est-ce que le problème localement qu'on essaie de résoudre ? »	Diagnostic territorial avant le choix d'un véhicule.
« Les pouvoirs publics peuvent montrer des solutions existantes pour que les citoyens puissent les tester. »	Expérimentation publique et apprentissage par l'usage.
« Apporter un service communal aux citoyens en difficulté de mobilité. »	Utilité sociale et service de proximité.
« Une bonne idée, c'est un partenariat. »	Coopération et transfert de compétences.
« Le coût de ce véhicule tient-il dans le coût de vie total ? »	Coût de cycle de vie et décision d'investissement.
« Il y a un point très important : le service après-vente. »	Maintenance, confiance et continuité du service.
« Ce qui coûte cher dans un véhicule, c'est la personnalisation. »	Répartition entre base standardisée et adaptation locale.
« Il faut prendre en compte l'efficacité en termes de décarbonation. »	Impact climatique comme critère d'arbitrage.
« La Grande Région pourrait correspondre à un bassin suffisant pour développer un projet industriel. »	Masse critique et coopération transfrontalière.
« La base n'est pas le recyclage. La base, c'est de ne pas créer de déchets. »	Sobriété, prévention et hiérarchie des stratégies circulaires.

« Pensons circulaire pour l'ensemble de la durée de vie du produit. »	Cycle de vie, maintenance, réparation et fin de vie.
« Dans l'économie réelle, il faut aussi que les autorités publiques créent des débouchés et soutiennent les démarches. »	Conditions économiques, régulation et rôle public.
« Construisons localement si cela a du sens et si c'est nécessaire ; alors faisons circulaire au maximum. »	Circularité conditionnée par le besoin et la pertinence territoriale.

Ces verbatims montrent que les prises de parole ont principalement ajouté des critères de décision : besoin public, expérimentation, maintenance, traduction entre mondes, coopération, coût complet, impact climatique, sobriété, circularité, modèle économique et échelle territoriale.